

Prochain tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel de GRDF

Date de la contribution : 20/11/2023

Introduction

Les adhérents de Gaz et Territoires souhaitent apporter leur contribution à la consultation organisée par la Commission de régulation de l'énergie, portant sur le tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel de GRDF.

Gaz et Territoires est le syndicat professionnel regroupant l'ensemble des entreprises locales de distribution (ELD) de gaz, c'est-à-dire des entreprises publiques ou coopératives exerçant des activités de fourniture, de gestionnaire de réseaux de distribution et de production.

En préambule, Gaz et Territoires souhaite rappeler que le gaz est une énergie indispensable à la transition énergétique. C'est une source d'énergie stockable assurant le relais des énergies renouvelables intermittentes, qui permettra d'accompagner la progression de l'usage électrique et d'apporter une solution en cas de pics de consommation d'électricité.

Cadre de régulation tarifaire

Question 1 : Partagez-vous le bilan du cadre de régulation fait par la CRE ?

Oui

Commentaire :

Globalement, Gaz et Territoires partage le bilan du cadre de régulation fait par la CRE, dans la mesure où il a permis aux utilisateurs des infrastructures de bénéficier d'un bon niveau de qualité de service tout en ayant un tarif d'acheminement maîtrisé, et à GRDF de se donner les moyens pour investir et innover.

Néanmoins, les mécanismes d'évolution annuelle des termes tarifaires, et notamment d'apurement du solde du CRCP, devront être revus afin de mieux tenir compte de l'inflation, du changement climatique et du contexte de transition énergétique, et éviter ainsi un solde de CRCP trop important en fin de période tarifaire comme ce sera le cas pour GRDF. Si aucune mesure n'est prise rapidement pour les ELD, celles-ci se retrouveront dans la même situation que GRDF dans deux ans.

Question 2 : Considérez-vous comme la CRE qu'une durée de la période tarifaire de quatre ans est adaptée pour l'ensemble des tarifs ? Partagez-vous l'avis de la CRE de reconduire la clause de rendez-vous à mi-période pour les charges d'exploitation ?

Oui

Commentaire :

Gaz et Territoires considère que la durée tarifaire de quatre ans est adaptée pour l'ensemble des infrastructures régulées. Néanmoins, le décalage de deux ans entre la période tarifaire de GRDF et celle des ELD gazières peut poser problème dans les concessions en cas de forte évolution du tarif en début de période, notamment dans celles situées à la frontière de nos territoires respectifs.

Les ELD gazières sont favorables au maintien de la clause de rendez-vous à mi-période pour ce qui concerne les charges d'exploitation.

De manière générale, il conviendrait également de s'assurer que toute conséquence d'un changement législatif ou réglementaire initié avant la délibération finale de la CRE, soit prise en compte dans le futur tarif dès lors que le changement aura été acté.

Ainsi, par exemple, Gaz et Territoires s'étonne du fait que la CRE n'a pas pris en compte, dans la présente consultation publique, l'impact du futur règlement européen visant à réduire les émissions de méthane du secteur de l'énergie, alors que cela a été le cas dans la consultation publique du 26 juillet 2023 relative au tarif de GRTgaz et de Terega. Etant donné que ces nouvelles obligations concerneront tous les opérateurs gaziers, les ELD souhaitent que la CRE adopte les mêmes principes pour les GRD que pour les GRT, à savoir la fixation de la trajectoire de charges ainsi que le cadre de régulation une fois le règlement européen entériné.

Question 3 : Avez-vous des remarques sur la méthode de détermination du revenu autorisé ?

Gaz et Territoires n'a pas de remarque particulière sur la méthode de détermination du revenu autorisé.

Toutefois, les ELD gazières soulignent le manque de clarté et de visibilité donné par la CRE lorsqu'elle évoque le terme de lissage au niveau du revenu autorisé, en lien avec le facteur X permettant le lissage des recettes tarifaires dans la formule de construction de l'évolution de type $Z = IPC + X + k$.

Question 4 : Êtes-vous favorable à un changement de méthode pour la fixation du coût moyen pondéré du capital, afin de mieux refléter l'évolution des conditions économiques ? Si oui, êtes-vous favorable à la mise en place d'un double taux, ou l'utilisation d'un taux unique pondéré ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Gaz et Territoires partage l'ambition de la CRE de trouver des méthodes permettant de refléter plus finement les conditions actuelles de financement des investissements. Néanmoins, l'option envisagée par la CRE d'un double taux génère une complexité accrue. A ce titre, Gaz et Territoires n'y est pas favorable.

De plus, ce changement de méthode pourrait inciter les opérateurs à tenter, pour des raisons purement de rémunération, d'anticiper ou de reporter des investissements, ce qui ne semble pas souhaitable pour la collectivité. La politique d'investissement d'un opérateur ne doit pas être assise sur une base d'opportunité financière mais bien sur des programmes d'investissements liés à des missions de service public. En l'occurrence, la politique de sécurité industrielle d'un opérateur gazier repose sur un niveau d'investissements élevé qui ne fait pas l'objet d'arbitrages. Il est donc impératif de garantir au gestionnaire de réseau une juste rémunération des investissements réalisés, afin de lui permettre d'assurer la sécurité des personnes et des biens et de contribuer à la transition énergétique.

La CRE souhaiterait appliquer le taux de rémunération de court terme sur la seule période tarifaire en cours, à l'issue de laquelle les nouveaux actifs intégreraient la BAR des actifs historiques. Ainsi les actifs mis en service sur la période 2024-2028 se verraient appliquer le taux de court terme sur la seule période tarifaire en cours, sans garantie ni que ce taux fondé sur des données de court terme soit représentatif de conditions de financement de la période, ni que le taux historique qui s'appliquerait à ces actifs sur la période tarifaire suivante compense intégralement les écarts avec les conditions réelles de financement. Le nouveau mode de rémunération entraîne donc une augmentation des risques financiers pour les opérateurs puisque les périodes retenues pour la détermination des paramètres et les périodes auxquelles ils s'appliquent ne se recouvrent pas.

Les ELD gazières rappellent qu'il serait plus cohérent de maintenir le taux de rémunération en vigueur au moment de la mise en service de l'investissement, et ce sur toute la durée de vie de l'actif, alors qu'à ce jour, la CRE met en œuvre le principe de rétroactivité, qui consiste à appliquer sur l'ensemble de la base d'actifs, le dernier taux de

rémunération en vigueur. Les décisions d'investissement pour le développement des réseaux sont prises sur la base d'une rentabilité calculée en début de projet et constante sur toute la durée d'utilisation de l'actif. Ainsi, une variation du taux de rémunération des actifs peut remettre en cause la profitabilité de l'investissement ainsi réalisé.

Question 5 : Si un taux unique devait être retenu, sur la base de quelle pondération ce taux unique devrait-il être selon vous établi ?

Si un taux unique devait être retenu, Gaz et Territoires estime que la pondération pour établir le CMPC devrait refléter la réalité de la structure de financement de chaque opérateur d'infrastructure, dans une approche au cas par cas qui impliquerait de mener des analyses complémentaires.

Question 6 : Êtes-vous favorable au maintien de la régulation incitative relative aux coûts échoués de GRDF ?

Favorable

Commentaire :

Depuis la période ATRD6 de GRDF, le tarif couvre les coûts échoués sur la base d'une trajectoire prévisionnelle et d'une analyse au cas par cas. Gaz et Territoires considère que cette évolution apportée dans le cadre de l'ATRD6 allait dans le bon sens.

Néanmoins, les ELD gazières rappellent que les coûts échoués sont, par nature, difficilement prévisibles et non maîtrisables, et résultent principalement de déplacements d'ouvrages à la demande de tiers (exemples : construction d'une ligne de Tramway, aménagement de voirie, plantation d'arbres) pour lesquels l'opérateur n'est pas à l'origine de la décision. La totalité de ces coûts devrait en conséquence être prise en compte au CRCP.

Par ailleurs, compte-tenu du mécanisme de rémunération des actifs appliqué aux opérateurs gaziers, la juste couverture des coûts échoués devrait correspondre à la valeur résiduelle de l'ouvrage telle que figurant dans la BAR et non à sa valeur nette comptable.

Question 7 : Êtes-vous favorable à la reconduction en l'état du cadre de régulation concernant les actifs immobiliers et les terrains cédés ?

Favorable

Commentaire :

Gaz et Territoires n'est pas opposé à la reconduction en l'état du cadre de régulation concernant les actifs immobiliers et les terrains cédés.

Toutefois, dans la même logique que pour les coûts échoués, Gaz et Territoires s'interroge sur la valeur résiduelle prise en compte pour la détermination de la plus ou moins-value de cession, qui devrait correspondre à la valeur résiduelle de l'actif immobilier telle que figurant dans la BAR et non à sa valeur nette comptable.

Question 8 : Êtes-vous favorable aux grands principes de fonctionnement et d'actualisation du CRCP envisagés par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Gaz et Territoires est favorable aux grands principes de fonctionnement du CRCP envisagés par la CRE. Gaz et Territoires souhaite néanmoins que des mesures soient prises pour apurer plus rapidement les CRCP (cf. question 11 ci-dessous).

Toutefois les ELD gazières considèrent que l'application du taux sans risque pour l'actualisation du CRCP ne correspond pas à la réalité des coûts supportés par les GRD, et que l'application du CMPC serait plus représentative.

Question 9 : Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Favorable

Commentaire :

Gaz et Territoires est favorable au calendrier et aux principes tarifaires envisagés par la CRE, hormis le point portant sur l'augmentation du plafonnement du facteur k (voir ci-dessous).

Question 10 : Avez-vous des remarques sur les évolutions de calcul de l'évolution tarifaire, en particulier en ce qui concerne l'ajustement envisagé du terme IPC, pour la prise en compte de l'écart d'inflation entre hypothèse retenue et inflation réalisée en N-1 ? Êtes-vous favorable au maintien à +/- 2 % du plafond du facteur k ?

Gaz et Territoires considère qu'il faut limiter les risques d'un emballement du niveau du CRCP. Ces risques augmentent fortement dans un contexte de changement climatique, de crises affectant les consommations de gaz (comme les crises sanitaires) et de transition énergétique où des décisions publiques peuvent s'avérer entraîner des conséquences brutales sur les consommations de gaz.

Un solde de CRCP très élevé en fin de période peut entraîner des phénomènes d'emballement tarifaire. Il est légitime et opportun de trouver les voies et moyens pour solder plus rapidement les CRCP.

Dans ce contexte, les ELD gazières sont favorables à l'ajustement permettant de prendre en compte, en dehors du plafonnement du facteur k, l'écart d'inflation entre l'hypothèse retenue et l'inflation réalisée en N-1.

Gaz et Territoires craint fortement qu'une telle mesure ne suffise à faire face à l'enjeu. Ainsi, l'augmentation du plafonnement du facteur k serait une mesure complémentaire et nécessaire : quand bien même elle n'aurait pas eu d'impact sur la précédente période, cette évolution aurait le mérite de participer à solder plus rapidement les CRCP dans une période où les soldes évolueraient toujours dans le même sens.

Le niveau du plafond du coefficient k devrait pouvoir s'adapter au solde à apurer : une même règle serait appliquée à l'ensemble des opérateurs pour déterminer le niveau du plafond du coefficient k qui serait ainsi déterminé par opérateur. A titre purement d'exemple, le niveau du plafond du coefficient k pourrait être déterminé selon la formule suivante par période tarifaire :

- $\frac{1}{4}$ du solde de CRCP la première année
- $\frac{1}{3}$ du solde de CRCP la deuxième année
- $\frac{1}{2}$ du solde de CRCP la troisième année

Pour les ELD, ne pas apurer le CRCP plus rapidement sur la période tarifaire actuelle aura non seulement des conséquences importantes sur la prochaine période tarifaire ATRD, mais en plus créera un biais au niveau de l'écart des grilles tarifaires des ELD avec celle de GRDF à compter du 1^{er} juillet 2024.

Question 11 : Avez-vous des remarques sur les évolutions envisagées du tarif ATRD6 des ELD, en particulier en ce qui concerne l'ajustement envisagé du terme IPC, pour la prise en compte de l'écart d'inflation entre hypothèse retenue et inflation réalisée en N-1, et la prise en compte exceptionnelle de l'écart 2022 au 1er juillet 2024 ?

Gaz et Territoires y est favorable même si cela ne permettra de régler qu'une partie du problème de réduction du solde de CRCP des ELD en fin de période tarifaire. En effet, la forte baisse des consommations liée à la sobriété et constatée dès l'automne 2022, risque de se prolonger sur toute la période tarifaire ATRD6 des ELD et ainsi

engendrer des montants conséquents au CRCP. Gaz et Territoires souhaiterait voir avec la CRE quelles dispositions pourraient être mises en place afin d'apurer plus rapidement le solde de CRCP pour pallier ce problème de baisse des consommations liée à la sobriété énergétique.

Question 12 : Êtes-vous favorable au maintien du cadre de régulation actuel pour les charges d'exploitation ?

Favorable

Commentaire :

Gaz et Territoires y est favorable.

Toutefois, les ELD gazières considèrent que le dernier niveau réalisé (corrigé de l'inflation), ne peut en aucun cas être le standard à retenir pour l'élaboration des trajectoires prévisionnelles des charges d'exploitation de la prochaine période tarifaire. En effet, il est plus pertinent de tenir compte d'un historique des montants dépensés sur la période tarifaire en cours, ce qui permet d'isoler, le cas échéant, des éléments exceptionnels et ainsi d'estimer au mieux les charges futures.

Par ailleurs, toute charge nouvelle demandée par l'opérateur, qui nécessite bien entendu d'être dûment justifiée, ne peut être forcément compensée par des économies sur d'autres postes de dépenses.

Question 13 : Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE concernant les évolutions de la régulation incitative des coûts d'exploitation envisagées ?

Oui

Commentaire :

Les évolutions concernant les recettes d'abonnement et les Avantages en Nature Energie (ANE) sont abordées dans les questions 14 et 15 ci-dessous.

S'agissant des recettes extratarifaires issues des prestations annexes relatives à l'injection de gaz renouvelable et bas carbone, Gaz et Territoires est favorable à ce qu'elles soient entièrement couvertes au CRCP.

Question 14 : Partagez-vous l'orientation de la CRE concernant la fin de l'incitation de GRDF sur le nombre de consommateurs raccordés à son réseau ?

Sans avis

Commentaire :

Gaz et Territoires note le rôle assurantiel que souhaite donner la CRE en intégrant en totalité les recettes de la part « abonnement » au CRCP.

Toutefois, les ELD gazières attirent l'attention de la CRE quant à cette mesure qui serait une solution transitoire, n'encourageant plus au développement du nombre de consommateurs. Les pertes de clients seraient subies sans pouvoir agir.

En effet, cette orientation va plus loin puisqu'elle n'a pas non plus vocation à encourager la fidélisation des clients actuels, ni le développement de nouveaux usages gaz telles que la mobilité pourtant indispensable à la décarbonation, ou encore la transition vers des solutions hybrides ou vers des gaz verts.

A noter également en termes de perspectives que la situation de chaque GRD est différente. En effet, selon les zones de desserte, il peut rester encore un potentiel fioul important à conquérir. Compte-tenu du climat et du niveau d'isolation des maisons/immeubles, ni la PAC électrique, ni les réseaux de chaleur ne pourront être envisagés comme des solutions systématiques.

Question 15 : Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE concernant la régulation incitative des charges d'Avantage en Nature Energie de GRDF ?

Non

Commentaire :

Gaz et Territoires considère comme pertinent le fait d'intégrer à 100% au CRCP les écarts de prix associés à la part énergie (molécule/électron) de l'ANE, eu égard aux incertitudes exceptionnelles pour la période tarifaire qui s'ouvre : volatilité des prix, boucliers tarifaires inapplicables au tarif agent, négociation en cours sur la nouvelle référence à utiliser en raison de la fin des TRV gaz.

Compte tenu du caractère réglementé du dispositif, les ELD gazières relèvent que la mention d'un « contrat négocié » entre les différentes entreprises concernées n'est pas approprié puisqu'il s'agit d'une mesure de branche qui s'impose aux opérateurs et pour laquelle aucun GRD ne peut influencer isolément.

Question 16 : Êtes-vous favorable au maintien du dispositif et aux évolutions proposées concernant le mécanisme incitant GRDF à la maîtrise de ses coûts unitaires d'investissements dans les réseaux ? Avez-vous d'autres suggestions pour faire évoluer ce mécanisme ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Compte tenu du contexte marqué par les crises, Gaz et Territoire partage l'analyse de GRDF de ne pas retenir les seuls coûts observés entre 2020 et 2022 pour déterminer la référence des coûts unitaires pour la période ATRD7. Ainsi, en cas de fortes variations du coût des prestations, des matériels, etc... les coûts de référence devraient pouvoir être révisés au cours de la période tarifaire.

Question 17 : Êtes-vous favorable à la reconduction du mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » pour le tarif ATRD7 ? Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE pour ce mécanisme sur la période ATRD7 ?

Défavorable

Commentaire :

Gaz et Territoires n'est pas favorable à la reconduction du mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » pour le tarif ATRD7 de GRDF.

Pour rappel, ce mécanisme a été supprimé pour les ELD gazières à compter de l'entrée en vigueur de l'ATRD6. Il serait donc cohérent de ne pas le reconduire pour GRDF sur la période tarifaire ATRD7.

Question 18 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'instauration d'une incitation à la maîtrise et à la priorisation des investissements de GRDF ? Êtes-vous favorable au principe de réévaluation de l'enveloppe d'investissements en cours de période tarifaire ? Êtes-vous favorable aux modalités financières envisagées ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

La réponse de Gaz et Territoires s'inscrit dans un contexte dépourvu de péréquation tarifaire. Dans un tel contexte, Gaz et Territoires estime qu'il n'est pas pertinent d'instaurer une incitation à la maîtrise et à la priorisation des investissements. Les opérateurs de réseaux font très attention aux investissements qu'ils engagent, dont la très grande majorité est consacrée à maintenir en toute sécurité l'outil industriel, à répondre aux évolutions et aux

injonctions réglementaires, et à permettre le développement des gaz renouvelables. Ces investissements très majoritairement contraints sont réalisés à bon escient dans une logique d'opérateur efficace. Dès lors, et eu égard aux coûts que ces mécanismes d'incitation peuvent représenter pour leur mise en place et leur suivi, tant pour le régulateur que pour les opérateurs, Gaz et Territoires s'interroge fortement sur l'utilité et l'efficacité concrètes pour conduire les opérateurs à limiter ou à prioriser leurs investissements.

Par ailleurs, les ELD gazières se demandent si la fixation d'une enveloppe d'investissements pour les distributeurs est compatible avec le cadre juridique actuel.

Concernant GRDF, la régulation sur les coûts unitaires d'investissement n'est pas compatible avec un plafonnement des investissements qui entraînerait une double peine pour l'opérateur qui n'est pas maître des demandes des tiers, de la hausse des coûts des prestataires ni des décisions des autorités concédantes qui restent propriétaires des réseaux.

Question 19 : Partagez-vous les enjeux présentés par la CRE s'agissant de la régulation incitative de la qualité de service ?

Sans avis

Commentaire :

Gaz et Territoires considère que les indicateurs permettant de mesurer la qualité de service d'un opérateur doivent être limités en nombre, pertinents et faciles à produire.

Par ailleurs, il nous semble important :

- de garantir, pour chaque indicateur, une symétrie entre bonus et malus,
- de rester raisonnable dans les niveaux de qualité à atteindre et éviter ainsi à l'opérateur de faire de la sur-qualité lorsqu'il a obtenu de bons résultats, du fait du rehaussement systématique de l'objectif à atteindre,
- de pouvoir supprimer ou revoir des indicateurs incités en cours de période tarifaire lorsqu'ils n'ont plus raison d'être ou que les objectifs ne sont plus atteignables (exemple : objectif des taux de relève 6M trop élevé avec la mise en place avancée des compteurs communicants pour les GRD concernés).

A noter que compte-tenu de l'arbitrage très fort proposé par la CRE sur les charges nettes d'exploitation de GRDF, rehausser les exigences en termes de qualité semble contradictoire et difficilement réalisable.

Question 20 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRD7 visant principalement à renforcer les incitations sur les thématiques prioritaires (interventions terrain, transmission des données aux acteurs, réclamations, comptage évolué et injection de biométhane) ?

Défavorable

Commentaire :

Gaz et Territoires n'est pas favorable à la mise en place d'une incitation asymétrique sur les indicateurs avec la suppression du bonus, et en particulier celui relatif à la disponibilité du portail fournisseur (cf. notre réponse à la question précédente).

Compte-tenu du déploiement massif du comptage communicant sur la zone de GRDF, et dans un but de réduction du nombre d'indicateurs, Gaz et Territoires s'interroge sur la pertinence de maintenir les indicateurs liés à la relève des compteurs non communicants.

Question 21 : Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du traitement

des réclamations ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

La réduction du délai de réponse aux réclamations des consommateurs (de 30 à 15 jours), souhaitée par la CRE, pourrait constituer une cible à terme, sous réserve que cela ne génère pas de coûts supplémentaires de traitement, ce qui reste à confirmer. De plus, cet indicateur n'étant pas suivi par GRDF avec cet objectif, il ne paraît pas pertinent d'inciter financièrement celui-ci dès la période tarifaire ATRD7.

Question 22 : Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du compte d'écart distribution (CED) ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Gaz et Territoires n'a pas d'avis concernant ces modifications envisagées par la CRE.

Question 23 : Êtes-vous favorable à l'introduction de l'indicateur « Taux de publication des données journalières de consommation » ?

Favorable

Commentaire :

Cette évolution nous paraît cohérente.

Question 24 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées concernant la qualité de service liée à l'injection de biométhane (suivi des délais de raccordements et incitation des réclamations associées, incitations au délai de remise des études détaillées) ?

Favorable

Commentaire :

Gaz et Territoires est favorable à l'introduction progressive d'une régulation incitative sur l'injection de biométhane.

Les ELD gazières souhaitent rendre attentive la CRE sur le fait que l'indicateur « Taux de gaz renouvelables et bas carbone écartés » décrit en page 138 de la consultation publique est défini à la maille de chaque zonage et au pas de temps hebdomadaire, ce qui semble générer de très nombreuses valeurs, alors que l'indicateur devrait permettre de suivre une seule valeur.

Question 25 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Gaz et Territoires est globalement favorable au cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R et D envisagé par la CRE pour le tarif ATRD7 de GRDF.

Les ELD gazières considèrent qu'il pourrait être intéressant de conserver le guichet « smart grids », quand bien même il n'a pas été utilisé lors de la période tarifaire précédente.

Question 26 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation

incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Identifiez-vous des actions prioritaires qui pourraient être intégrées au mécanisme ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Gaz et Territoires souhaite que la CRE donne les moyens aux opérateurs sur ces enjeux importants, pour s'inscrire dans les objectifs en matière de sécurité des personnes et des biens, et de transition énergétique.

Gaz et Territoires considère par ailleurs que la régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires n'est pas un mécanisme adapté pour ce qui concerne les travaux de R et D et I. En effet, ceux-ci nécessitent un temps long de maturation, de recherche, de réalisation de projets et de corrections éventuelles par boucles itératives.

Enfin, la régulation doit encourager l'innovation et être à ce titre purement incitative et non punitive.

Question 27 : Considérez-vous que mettre fin à l'indexation de la BAR sur l'inflation pour la prendre en compte directement dans le taux de rémunération apporterait une réponse au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement à terme ? Avez-vous des remarques sur sa mise en œuvre (méthode, progressivité, etc.) ?

Sans avis

Commentaire :

Gaz et Territoires considère que le passage à une rémunération nominale de la BAR n'apporterait qu'une réponse partielle au risque d'un effet ciseau, dans la mesure où ce changement n'atténuerait que l'impact de celui-ci. Du fait de la modification proposée quant à la prise en compte de l'inflation, les ELD gazières s'interrogent sur les impacts d'effets conjoncturels au cours de la période tarifaire et sur le fait de retrouver au bout du compte le niveau de rémunération attendu.

Comme le souligne la CRE dans la consultation publique, cette évolution est un changement structurel important pouvant induire une hausse tarifaire significative au démarrage. Il faudra donc mesurer l'impact pour l'ensemble des opérateurs concernés, voire envisager une mise en œuvre progressive, afin de ne pas accélérer le phénomène de perte de compétitivité du gaz ou de pertes de clients, et par conséquent l'effet ciseau.

Question 28 : Considérez-vous que le changement de méthode d'amortissement apporterait une réponse au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement à terme ?

Non

Commentaire :

Le service rendu aux consommateurs par le distributeur reste identique quel que soit le niveau de consommation. Gaz et Territoires considère donc qu'il n'est pas opportun de pratiquer un amortissement dégressif qui tient compte de l'évolution de la consommation. Par ailleurs, là encore un tel changement de méthode pourrait induire une hausse tarifaire significative au démarrage et accélérer le phénomène de perte de compétitivité du gaz et de perte de clients.

La mise en œuvre d'amortissements non linéaires ajouterait de la complexité aux mécanismes tarifaires actuels déjà très lourds, et surtout entraînerait des retraitements comptables et fiscaux contraignants pour les opérateurs.

Question 29 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la pertinence de la réduction de la durée d'amortissement pour répondre au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement ?

Oui

Commentaire :

Cette mesure pourrait en effet limiter les coûts échoués, et d'ailleurs, la CRE a déjà réduit de 45 à 30 ans la durée d'amortissement des branchements et des CI-CM. Il conviendrait cependant d'apporter une justification au cas par cas de la réduction de cette durée d'amortissement, au regard de la durée d'usage du bien concerné.

Question 30 : Considérez-vous souhaitable de mettre en œuvre dès maintenant ces évolutions ?

Sans avis

Commentaire :

Si des évolutions devaient avoir lieu, il conviendrait de tenir compte des contraintes en termes de systèmes d'informations, « marche » tarifaire, etc...

Par ailleurs, dans cette hypothèse, une mise en œuvre progressive de ces évolutions nous paraîtrait indispensable, en limitant par exemple la désindexation de la BAR aux nouveaux actifs et en fixant le coefficient de dégressivité des amortissements de manière à contenir la hausse des CCN à court terme.

Question 31 : Avez-vous d'autres suggestions concernant la répartition dans le temps des charges de capital, dans l'objectif de répondre au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement de gaz ?

Les ELD gazières considèrent que les outils proposés seront insuffisants pour faire face à la trajectoire de baisse des consommations de gaz sur les réseaux, qui est d'ailleurs déjà significative pour certains opérateurs. Nous devons nous interroger sur le mode de financement de nos activités de manière solidaire entre les consommateurs des différents opérateurs gaziers (péréquation du tarif de la distribution de gaz), voire probablement et à terme au-delà des seuls usagers du gaz.

En tout état de cause, les mécanismes qui seraient retenus à l'issue de ces travaux tarifaires devront être en mesure de garantir une hausse contenue qui ne soit pas au détriment des autres composantes intervenant dans la fixation du tarif. Ainsi, les charges d'exploitation et le taux du CMPC ne devront pas être des variables d'ajustement si un changement de méthode de calcul des charges de capital devait entraîner une forte augmentation du tarif.

Question 32 : Êtes-vous favorable aux taux de pertes théorique envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Favorable

Commentaire :

Au vu du faible écart entre la proposition de GRDF et la proposition de la CRE (1 centième de point), Gaz et Territoires n'est pas opposé aux taux de pertes théorique envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 de GRDF.

Question 33 : Êtes-vous favorable à la reconduction le cadre de régulation du projet changement de gaz tel que défini sur la période ATRD6 ?

Favorable

Commentaire :

Gaz et Territoires n'est pas opposé à la reconduction du cadre de régulation du projet changement de gaz tel que défini sur la période ATRD6.

Niveau tarifaire

Question 34 : Avez-vous des observations concernant les ajustements envisagés par la CRE sur la trajectoire de R&D de GRDF sur la période ATRD7 ?

Gaz et Territoires considère que l'ajustement de 49% de la trajectoire de R et D de GRDF sur la période ATRD7 est trop sévère, d'autant plus que les dépenses de la période ATRD6 (années 2020-2022) paraissent justifiées.

Gaz et Territoires attire l'attention de la CRE sur le fait que la R et D a vocation à permettre aux opérateurs de réseau de proposer à leurs clients finaux d'avoir accès à des solutions autour des gaz verts qui ne se limitent pas qu'au biométhane. Il est naturel que les consommateurs contribuent à ces efforts, réalisés pour leur bénéfice. Il est donc indispensable de poursuivre les travaux sur tous les sujets, y compris ceux liés aux nouvelles filières de production de gaz renouvelables et bas-carbone.

En conséquence, Gaz et Territoires estime que pour répondre à ces enjeux, l'enveloppe budgétaire allouée aux travaux de R et D pour la période ATRD7 ne devrait être inférieure au montant réalisé de la période tarifaire précédente. Elle devrait également cibler davantage les gaz verts, dont notamment l'acheminement de l'hydrogène dans les réseaux, et ne pas se limiter aux projets relatifs au périmètre historique des opérateurs.

Question 35 : Avez-vous des observations concernant le bilan des gains Gazpar sur la période ATRD6 et l'estimation des gains sur la période ATRD7 ?

Gaz et Territoires n'a pas d'observation particulière concernant le bilan des gains Gazpar sur la période ATRD6 et l'estimation des gains sur la période ATRD7, et ne peut que relever la performance plus que satisfaisante de GRDF en période ATRD6 dans la mise en œuvre de ce projet complexe et stratégique.

Question 36 : Avez-vous des observations sur le niveau de charges nettes d'exploitation envisagé par la CRE sur la période ATRD7 ?

Gaz et Territoires peut difficilement se positionner sur le niveau des charges à couvrir, celui-ci devant permettre à GRDF de mener à bien ses missions de service public tout en assurant la sécurité des biens et des personnes.

De manière générale, il convient de tenir compte du contexte particulier impactant certaines années (crise sanitaire, inflation...) et ne pas systématiquement prendre comme référence la dernière année réalisée inflatée pour l'analyse du niveau de charges de la période tarifaire suivante.

En revanche, Gaz et Territoires est fermement opposé à l'application d'une trajectoire de productivité sur les effectifs. En effet, suite à la promulgation de la loi sur les retraites, nous constatons un effet de report des dates de départ initialement prévues, accru par les problématiques de pouvoir d'achat, notamment induites par les fortes augmentations d'inflation.

De plus, les situations des transporteurs, des stockeurs et des distributeurs ne sont pas du tout identiques et nous ne comprenons pas que la CRE puisse envisager d'aligner sur une même hypothèse de baisse des effectifs, l'ensemble des opérateurs. Chaque entité est indépendante et a sa propre trajectoire en termes d'effet glissement vieillesse et technicité (GVT), qui ne peut en aucun cas être harmonisée.

Enfin, les distributeurs font face à de nouvelles obligations réglementaires liées à la sécurisation des ouvrages, qui se traduisent par un renchérissement des coûts de maintenance et d'exploitation auxquels ils sont confrontés, soit en termes de besoin d'effectifs supplémentaires, soit en termes d'externalisation (dont la hausse des coûts unitaires est très supérieure à l'inflation). Les gains de productivité réalisés se voient in fine masqués par ces nouvelles obligations externes.

Question 37 : Avez-vous des remarques concernant le solde de CRCP au 31 décembre 2023 ?

Gaz et Territoires n'a pas de remarque particulière concernant le solde de CRCP au 31 décembre 2023 de GRDF mais attire l'attention de la CRE quant au solde positif en fin de période tarifaire (cf question 10). Ce solde devra d'ailleurs être recalculé au plus proche de la délibération de la CRE, prévue pour la fin de l'année 2023.

Question 38 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des charges à couvrir demandé par GRDF ?

Par manque d'éléments, Gaz et Territoires peut difficilement porter un jugement sur le niveau des charges à couvrir demandé par GRDF.

Question 39 : Quelle est votre position sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 ?

Pour ce qui concerne les charges nettes d'exploitation, nous contestons la méthode employée par l'auditeur externe H3P-ORCOM qui consiste à prendre quasi systématiquement comme référence le réalisé 2022 inflaté pour ajuster les montants prévisionnels de charges de GRDF sur la période tarifaire ATRD7. Nous contestons également certaines hypothèses et ajustements réalisés par l'auditeur au niveau des charges de personnel de GRDF, comme indiqué ci-dessus (question 36). Enfin, nous estimons que certains ajustements sont trop importants au regard des enjeux liés à la prochaine période tarifaire, notamment ceux liés au cœur de métier de GRDF, à ses obligations réglementaires et à la R et D.

S'agissant des paramètres intervenant dans la détermination du CMPC, les ELD gazières rappellent que la valeur du « bêta de l'actif » doit se situer à un niveau acceptable tenant compte du contexte actuel du secteur gazier à fort risque (PPE, stratégie bas carbone, plans climats, contexte international de crise...). Ainsi, Gaz et Territoires ne comprend pas que le bêta de l'actif puisse être orienté à la baisse et demande à ce que celui-ci soit à minima maintenu constant à celui de la période tarifaire actuelle. Par ailleurs, les fourchettes envisagées pour la fixation des taux de CMPC semblent particulièrement basses pour permettre à la fois de lever de la dette et de rémunérer les capitaux propres. Gaz et Territoires s'interroge sur les sous-jacents qui ont conduit à ces fourchettes, qui ne sont pas clairement indiqués dans la consultation publique. Au vu du contexte actuel, les ELD gazières considèrent qu'il faudrait à minima reconduire le taux de CMPC actuel (réel avant impôts) pour les actifs historiques, soit 4,1%.

Enfin, le solde important du CRCP de GRDF en fin de période ATRD6 ne doit pas être un argument pour ajuster encore davantage les charges nettes d'exploitation et diminuer le taux du CMPC, et ceci dans le seul but qui serait de limiter la hausse du tarif au 1^{er} juillet 2024.

Pour conclure, nous partageons les enjeux de GRDF figurant en pages 65 et 66 de la consultation publique et souhaitons que la CRE lui donne tous les moyens pour y faire face lors de la prochaine période tarifaire.

Question 40 : Que pensez-vous des trajectoires prévisionnelles de quantités de gaz distribuées et de consommateurs raccordés envisagées par la CRE ?

Compte tenu de leur proximité avec le terrain et les acteurs locaux, Gaz et Territoires considère que les GRD estiment au mieux l'évolution du portefeuille clients sur leur territoire et que la trajectoire prévue par GRDF devrait être retenue.

Question 41 : Avez-vous des remarques concernant les options de lissage du revenu autorisé de GRDF envisagées par la CRE ?

Compte tenu du faible écart entre les 2 scénarios sur la marche initiale, Gaz et Territoires privilégie l'option avec un X fixé à zéro, qui est celle proposée par GRDF.

De plus, Gaz et Territoires tient à rappeler que dans les réponses apportées à la consultation publique du 7 octobre 2021 portant sur la fixation des tarifs ATRD6 des ELD, le lissage tarifaire avait été fortement critiqué voire remis en cause, considérant qu'il entraîne un écart entre le niveau des recettes et le niveau du revenu autorisé en fin de période tarifaire.

En effet, une évolution tarifaire lissée (à la hausse ou à la baisse) pose des difficultés importantes, du fait d'un tarif en fin de période qui ne reflète pas du tout l'équilibre entre les charges et les recettes. Certaines situations pourraient alors se révéler très préjudiciables en conduisant à de fortes variations de tarif d'une période à l'autre, uniquement du fait du dispositif de lissage et de l'apurement du solde du CRCP de fin de période, puisqu'il

conviendra, indépendamment de toute autre variation, de recalculer lors du changement de période tarifaire, les recettes sur le nouveau revenu autorisé.

Question 42 : Êtes-vous favorable aux modalités d'évolution du terme Rf envisagées par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Gaz et Territoires n'y est pas opposé.

Toutefois, eu égard aux efforts de productivité importants demandés à GRDF et à la forte augmentation tarifaire à venir pour les consommateurs, nous nous interrogeons sur le maintien de la rémunération des fournisseurs en euros constants telle que proposée par la CRE. Il nous semble que cette proposition revient in fine à considérer qu'aucun gain de productivité ne peut être réalisé par les fournisseurs dans l'activité de gestion de clientèle effectuée par ces derniers pour le compte des GRD.

Structure tarifaire

Question 43 : Partagez-vous les enjeux identifiés par la CRE en termes de structure du tarif de distribution de gaz ?

Oui

Commentaire :

Gaz et Territoires partage globalement les enjeux identifiés par la CRE en termes de structure du tarif de distribution de gaz, et notamment ceux concernant les consommateurs dits « appoint-secours » et les consommateurs ayant des niveaux de consommation et des utilisations diverses au sein de l'option tarifaire T2. Nous avons d'ailleurs transmis notre contribution à la CRE à ce propos, à la suite de l'atelier qui a eu lieu le 22 février 2023.

D'une manière générale, Gaz et Territoires souhaite insister sur le poids significatif que doit représenter la part fixe du tarif eu égard à la baisse des volumes projetés et à la structure de coûts des distributeurs essentiellement constituée de coûts fixes.

Les ELD gazières sont par ailleurs conscientes de l'attention particulière qui doit être portée aux évolutions induites sur le montant des factures des consommateurs. Toutefois, il ne semble pas incohérent que les clients ayant bénéficié d'une tarification très favorable au regard de leurs coûts pour le réseau, et ce depuis de nombreuses années, voient leur facture d'acheminement augmenter significativement suite à l'introduction de nouvelles dispositions.

Question 44 : Partagez-vous les enjeux identifiés concernant la tarification des usages appoint-secours du réseau de distribution ?

Oui

Commentaire :

Gaz et Territoires partage complètement les enjeux identifiés par la CRE concernant la tarification des usages appoint-secours du réseau de distribution. Il nous semble en effet important que chaque utilisateur contribue à la hauteur de ce qu'il coûte au réseau de distribution. Or nous constatons depuis de nombreuses années que ceci n'est pas le cas pour les clients ayant un usage du gaz en appoint-secours.

Question 45 : Avez-vous des remarques concernant le niveau de seuil proposé par GRDF, afin de ne pas viser l'ensemble des clients par l'introduction d'un terme de débit ?

Le seuil proposé nous semble adapté, et ceci à la fois pour une question de volumétrie et de typologie de clients. En effet, nous observons au sein de nos portefeuilles que certaines consommations sont atypiques dès le calibre de compteur G25.

Question 46 : Est-ce que l'introduction du terme de débit tel que proposé vous semble une solution adaptée pour répondre aux enjeux identifiés pour la prochaine période tarifaire ?

Oui

Commentaire :

Gaz et Territoires considère que l'application d'un terme de débit constitue une bonne réponse aux évolutions d'usage du gaz naturel. En effet, le terme de débit atteint l'objectif d'une meilleure contribution à la couverture des coûts de réseaux des sites à consommation atypique (en particulier les usages appoints secours). A l'inverse, la diminution de la part variable profiterait aux sites consommant de façon plus linéaire.

Gaz et Territoires s'interroge toutefois sur la manière de conserver l'homothétie des grilles des ELD avec celle de GRDF, sachant que le terme de débit et les baisses sur le terme variable peuvent théoriquement varier d'une ELD à l'autre.

Nous comprenons par ailleurs que les évolutions de part variable induites par l'introduction du terme de débit ne seraient répercutées que sur les seuls clients T3. Gaz et Territoire s'interroge sur les raisons qui ont conduit à ne pas impacter les options tarifaires T1 et T2.

Les ELD gazières estiment que les recettes perçues au titre de ce terme de débit devraient être prises en compte au CRCP (écart entre réalisé et prévisionnel). En effet, le réalisé est fonction d'éléments externes non maîtrisés par le GRD (ex : fermeture de site, changement de calibre de compteur, changement de pression de livraison, etc...). En outre, le terme lié aux souscriptions de capacités pour les T4-TP étant déjà au CRCP, il serait logique que ce terme de débit le soit également.

Enfin, nous partageons le fait que, si ce terme de débit est introduit, certains clients souhaiteront changer de compteur du fait que celui-ci est surdimensionné par rapport à leur usage. Comme GRDF, les ELD procéderont au remplacement du compteur en tenant compte de son régime de propriété. A ce stade, il est néanmoins difficile d'en évaluer l'impact sur la charge de travail que cela engendrerait.

Question 47 : Avez-vous des remarques sur la grille indicative à iso-niveau présentée par la CRE correspondant à l'introduction d'un terme de débit ?

N'ayant pas le détail des calculs, Gaz et Territoires peut difficilement se positionner sur la pertinence de la grille indicative à iso-niveau présentée par la CRE.

Néanmoins, le niveau proposé par la CRE à 4 €/Nm³/h pour le terme de débit nous semble faible et éloigné de la proposition de GRDF qui souhaite le fixer à 12 €/Nm³/h. Il serait en effet dommage qu'un niveau trop faible de ce nouveau terme ne réponde pas entièrement à la problématique posée par les clients ayant un usage du gaz en appoint-secours.

Par ailleurs, la hausse constatée dans la grille indicative pour ce qui concerne l'abonnement de l'option T3, nous paraît importante. Ainsi, il serait opportun de réaliser les deux évolutions simultanément, à savoir l'introduction du terme de débit et la modification du seuil entre les options tarifaires T2 et T3, afin d'éviter cette hausse.

Question 48 : Partagez-vous la position de la CRE sur l'opportunité d'un changement de seuil T2/T3 ?

Oui

Commentaire :

Les ELD gazières estiment que l'option tarifaire se regroupe en trop grand nombre de catégories de consommateurs avec des usages variés du gaz naturel, et sont donc favorables au principe d'un abaissement du seuil T2/T3. Cela permettrait de distinguer les consommateurs résidentiels individuels des autres catégories de consommateurs (chauffages collectifs, entreprises tertiaires, petits industriels...).

Gaz et Territoires attire l'attention de la CRE sur le fait qu'il conviendra de veiller à ce que les bascules des clients T2 vers T3 se fassent réellement, afin de ne pas générer de manque à gagner pour les GRD. En effet, pour certaines ELD la bascule des clients T1 vers T2, suite au changement de seuil (de 6 à 4 MWh), s'est faite tardivement voire partiellement.

Question 49 : En cas d'introduction d'un changement de seuil entre options T2 et T3, êtes-vous favorable à la fixation du nouveau seuil à 100 MWh ? Un autre niveau de seuil, tel que 50 MWh, vous paraît-il plus pertinent ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Gaz et Territoires souhaite que le seuil T2/T3 soit fixé à 50 MWh/an car la tranche 4-50 MWh est celle qui contient une très grande majorité de clients résidentiels individuels.

En effet, en page 95 de la consultation publique, la figure 40 montre que le segment 50-100 MWh contient environ 60% de clients de type « tertiaire », alors que ces clients sont minoritaires (environ 15%) au sein du segment 4-50 MWh. Gaz et Territoires considère également que le seuil entre les clients résidentiels individuels et les clients résidentiels dans le collectif se situe aux environs de 50 MWh/an. De plus, avec la baisse des consommations, les clients résidentiels individuels vont quasiment tous se retrouver, dans le futur, en-dessous du seuil de consommation annuel de 50 MWh.

Par ailleurs, l'analyse de la CRE sur la base d'un seuil à 100 MWh/an montre des hausses de factures ATRD limitées pour les consommateurs avec un usage cuisson / eau chaude (+1,8%) et les consommateurs avec un usage chauffage (+1,3%). La CRE indique que ces effets seraient accentués en cas d'abaissement du seuil à un niveau inférieur, sans donner plus de détails. Il aurait été intéressant de pouvoir disposer des résultats de la même analyse avec un seuil à 50 MWh/an.

Question 50 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle une concomitance entre l'évolution du seuil entre options tarifaires T2 et T3 et celle entre les profils et la fréquence de relève doit être recherchée, en cas d'introduction d'un changement de seuil ?

Oui

Commentaire :

Pour une question de facilité de gestion et de souplesse, il conviendrait de ne pas modifier les règles liées aux fréquences standard de relevé, du moins pas dans un premier temps.

Concernant les profils, il serait pertinent à terme de les réaligner sur le nouveau seuil (à savoir P013 à P019 à partir de 50 ou 100 MWh selon l'option retenue) mais cela nécessite un passage en relevés MM pour les clients ayant une CAR comprise entre 50 (ou 100) MWh et 300 MWh. Lorsque tous les clients seront équipés de compteurs communicants, cette évolution sera envisageable. Pour les ELD, cette échéance se situe à horizon 2027.

Enfin, Gaz et Territoires considère qu'une introduction au CRCP de l'impact de cette modification de seuil serait souhaitable pour couvrir le manque de recettes sur la part abonnement du fait que le fournisseur ne bascule pas les PCE dans la bonne tranche tarifaire. En effet, cette bascule est totalement imprévisible et le GRD n'a pas de levier sur ce point qui reste entièrement à la main des fournisseurs.

Question 51 : Êtes-vous favorable au maintien du principe d'un timbre d'injection et à son extension aux installations de productions de gaz renouvelable et bas-carbone ?

Favorable

Commentaire :

Gaz et Territoires est favorable au maintien du principe d'un timbre d'injection de biométhane et à son extension aux installations de productions de gaz renouvelable et bas-carbone. Les ELD gazières considèrent néanmoins qu'il serait préférable de s'orienter vers une simplification du timbre d'injection en favorisant un mécanisme plus universel et péréqué, afin d'offrir une meilleure lisibilité aux producteurs et aux porteurs de projets, et d'éviter les contentieux.

Par ailleurs, nous nous interrogeons sur son application dans le cas d'investissements sur un réseau au titre du droit à l'injection (maillage, renforcement de réseau, création de rebours), consécutifs à une baisse de la consommation globale du réseau en deçà du volume de biométhane injecté sur celui-ci.

En effet, l'application actuelle du timbre d'injection ne prend pas en compte ce cas de figure.

Les unités de production de biométhane dont les raccordements n'impliquent pas d'investissements sur le réseau pour élargir la zone de consommation de ce gaz vert, ne payent pas de timbre d'injection. Dans ce cas de figure, si un rebours devait être construit après coup suite à une baisse de consommation, ces producteurs se verraient-ils appliquer le niveau du timbre d'injection associé ? Au risque de mettre en difficulté leurs santés financières, du fait d'une charge non prévue dans leurs business plan ?

Question 52 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le traitement des augmentations de capacité dans l'application du timbre d'injection ?

Sans avis

Commentaire :

Gaz et Territoires considère que la clarification du traitement des augmentations de capacité dans l'application du timbre d'injection était nécessaire. Néanmoins, une solution plus universelle et péréquée, avec un tarif de type trinôme (abonnement, terme capacitaire et terme proportionnel aux volumes), permettrait de répondre aux augmentations de capacité de façon plus simple pour le producteur.

Question 53 : Êtes-vous favorable aux principes, paramètres de construction et niveaux du timbre d'injection envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Les principes du timbre d'injection ont été abordés dans les questions précédentes.

Gaz et Territoires constate que le niveau du terme tarifaire 3 du timbre d'injection passerait de 0,7 à 1,8 €/MWh. Les ELD gazières s'interrogent sur cette hausse significative et considèrent qu'elle ne pourrait être mise en œuvre que si elle est couverte, pour les producteurs, par le tarif d'achat de biométhane. Gaz et Territoires considère que la CRE devrait sensibiliser la DGEC sur ce point avant toute mise en œuvre.

A contrario, le terme tarifaire 2 du timbre reste stable alors que la CRE évoque, en page 102 de la consultation publique, une hausse de 0,2% à 0,6% du taux normatif de calcul des charges d'exploitation liées aux canalisations (maillages, extensions mutualisées et raccordements).

Question 54 : Êtes-vous favorable à l'élargissement du périmètre de charges à couvrir par le timbre d'injection ?

Favorable

Commentaire :

Gaz et Territoires est favorable à l'élargissement du périmètre de charges à couvrir par le timbre d'injection. En effet, il faut tenir compte des charges d'exploitation indirectes supportées par les gestionnaires de réseaux et non seulement des coûts directs d'exploitation des ouvrages. Il conviendra toutefois d'être attentif à ne pas créer de doublons pour les charges déjà couvertes par le service d'injection.

Question 55 : Avez-vous d'autres suggestions concernant ce périmètre de charges et la forme à donner au timbre d'injection ?

Gaz et Territoires n'a pas d'autres suggestions, l'avis des ELD gazières a été donné dans les réponses aux questions précédentes.

Question 56 : Êtes-vous favorable au principe de reversement du timbre d'injection ?

Favorable

Commentaire :

Gaz et Territoires est favorable au principe de reversement aux GRT du timbre d'injection et souligne que dans la logique de timbre d'injection universel et péréqué, ce mécanisme s'en trouverait nettement simplifié. Dans un tel cas, un reversement calculé sur la base d'un prorata des charges directes et indirectes encourues par les GRD et les GRT semblerait indiqué.

Question 57 : Êtes-vous favorable au calendrier envisagé par le CRE pour la mise en œuvre des évolutions de structure du tarif de distribution ?

Favorable

Commentaire :

Concernant l'introduction d'un terme de débit et l'abaissement du seuil T2/T3, Gaz et Territoires est favorable à la date de mise en œuvre proposée par la CRE, à savoir le 1^{er} juillet 2026. Les ELD gazières souhaitent que la date d'entrée en vigueur, pour les évolutions du timbre d'injection, soit également le 1^{er} juillet 2026 (à la fois pour GRDF et pour les ELD). Cela permettrait de démarrer toutes les évolutions de structure au moment de l'entrée en vigueur de la période ATRD7 des ELD gazières.

Question 58 : Pensez-vous souhaitable de faire porter les coûts de la relève résiduelle aux seuls consommateurs générant ces coûts ?

Oui

Commentaire :

Bien que n'étant pas concernées pour le moment, les ELD gazières sont favorables à faire porter les coûts de la relève résiduelle aux seuls consommateurs générant ces coûts, sous réserve que l'on puisse distinguer de manière claire le motif de non mise en place du compteur évolué. Il nous paraît en effet important d'exclure de ce dispositif les consommateurs pour lesquels la pose de compteur évolué est techniquement impossible.

Question 59 : Êtes-vous favorable à l'approche proposée par la CRE et aux modalités envisagées concernant la facturation de la relève résiduelle ?

Favorable

Commentaire :

Gaz et Territoires considère que l'approche de la CRE est cohérente en reproduisant le schéma d'Enedis pour les

compteurs Linky.

Par ailleurs, Gaz et Territoires considère que l'interruption de gaz pour non-accès au compteur ne doit pas être un motif d'interruption de la facturation de la relève résiduelle. En effet, cette continuité est rendue nécessaire du fait de l'obligation des GRD à s'assurer régulièrement de l'absence de consommation de ces compteurs (ce qui ne peut être réalisé à distance comme pour les compteurs Gazpar). Elle constitue en outre une incitation envers le client à laisser l'accès à son compteur et simplifie les évolutions des SI des GRD.